

MANDAT DE VENTE NON EXCLUSIF

Décret n°2023-1297 du 28 décembre 2023 et arrêté du 29 janvier 2024 portant approbation des règles professionnelles des notaires et du règlement professionnel du notariat

-Rémunération à la charge de l'acquéreur-

Entre les soussignés :

- La CCI de région Hauts-de-France (CCI HDF), Etablissement public de l'Etat, dont le siège est à Lille (59), 299 Boulevard de Leeds, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 130 022 718, Représentée par

Dénommé ci-après « la CCI HDF » ou « le MANDANT », d'une part,

Et

- La société, société au capital de Euros dont le siège social est à, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de sous le n°

Représentée par Monsieur, agissant en sa qualité de, dûment habilitée aux fins des présentes,

Dénommé ci-après « le MANDATAIRE », d'autre part,

Préalablement, il est rappelé ce qui suit :

La CCI HDF a souhaité proposer à la vente le bien désigné ci-après dont elle est propriétaire.

La CCI HDF étant soumise aux règles de la commande publique, une consultation a été lancée afin de confier à plusieurs mandataires immobiliers un mandat non-exclusif de commercialisation en vue de la vente de l'ensemble immobilier.

La Société est retenue dans le cadre de l'accord-cadre contractualisé.

Ceci étant exposé, les parties sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE I – NATURE DU MANDAT

Par les présentes, le MANDANT confie au MANDATAIRE, qui l'accepte, **MANDAT NON-EXCLUSIF** de vente du bien ci-dessous désigné.

ARTICLE II – DESIGNATION

Le bâtiment, objet des présentes, est situé au 98 Boulevard Gambetta à Boulogne-sur-Mer (62160).

Un plan cadastral identifiant les biens et parcelles concernées est annexé au présent mandat.

ARTICLE III – PRIX DE VENTE

Un prix de vente minimum de 1 500 000 euros net vendeur est intégré au mandat de vente.

Le MANDATAIRE s'interdit de promettre aux acquéreurs des avantages extérieurs à la transaction en elle-même, seul le MANDANT étant habilité à les consentir le cas échéant (promesse de travaux...).

ARTICLE IV - DUREE, FORME DU MANDAT ET CLAUSE PENALE

4.1. DUREE

Le MANDANT donne le présent mandat pour une durée de trente-six mois (36 mois) à compter de la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Les prestations débutent à compter de la date de notification du mandat de vente par la CCI HDF au titulaire.

Le mandat ne sera pas reconductible.

4.2. FIN DU MANDAT

Le présent mandat prendra fin dans les conditions énoncées au cahier des clauses particulières du marché.

4.3. RESTITUTION DES DOCUMENTS

En fin de contrat ou en cas de rupture de contrat, notamment en phase de commercialisation, le MANDATAIRE s'engage à restituer au MANDANT l'intégralité des documents et archives constituées, et d'une manière générale tout élément qui auraient pu être élaborés ou réunis par le MANDATAIRE pendant l'exécution du présent mandat.

ARTICLE V - MISSION DU MANDATAIRE

La mission du MANDATAIRE consistera en la préparation et la mise en oeuvre de la commercialisation de l'ensemble immobilier ci-dessus désignés.

Dans le cadre du présent mandat, le MANDATAIRE devra donc notamment :

- Effectuer toute démarche nécessaire au bon déroulement de cette mission,
- Conseiller le MANDANT dans l'élaboration des documents de vente,
- Effectuer en présence du mandant ou sans le mandant en cas d'autorisation de ce dernier, une visite de l'ensemble immobilier et son environnement proche,
- Assister le MANDANT dans l'inventaire des biens à céder (surfaces, charges...), s'assurer de l'exactitude des documents fournis et le cas échéant compléter l'inventaire des biens dans les règles de l'art,
- Proposer et mettre en oeuvre un dispositif de commercialisation adapté à la nature de l'ensemble immobilier (il organise par lui-même la stratégie de communication détaillée dans son offre)
- Elaborer le dossier de présentation du bien mis en vente,
- Effectuer sous sa propre responsabilité et à ses frais toutes actions publicitaires utiles pour assurer la vente du bien et transmettre les justificatifs au MANDANT,
- Présenter le bien selon les conditions de l'article VIII,
- Négocier les offres,

- Présenter au MANDANT les dossiers de candidatures (comprenant notamment les justificatifs permettant d'apprécier la solidité financière de l'acquéreur, une offre de prix, une présentation de son projet, des conditions et délai de réitération de la vente proposés),
- Fournir des tableaux de reporting mensuel précisant les résultats par étapes, le retour de chaque visite réalisée.

Le Mandataire s'engage à faire revisiter les biens vendus, sur demande expresse de l'acquéreur, dans les quinze jours précédant la signature de l'acte de vente définitif.

La signature des compromis et actes de vente demeure du seul ressort du MANDANT.

ARTICLE VI - MISSION D'INFORMATION AUPRES DU MANDANT

Le MANDATAIRE devra :

- Tenir informé le MANDANT de l'évolution et de l'exécution de son mandat.
- Faire part au MANDANT de toutes informations intéressant le marché et notamment de tout renseignement ou suggestion susceptible d'orienter ou même de faire modifier le dispositif de vente adopté,
- Informer le MANDANT de tous les contacts reçus par lui.

ARTICLE VII - OBLIGATION ET POUVOIRS DU MANDANT

En conséquence du présent mandat, le MANDANT :

- S'engage à produire toutes pièces justificatives ou toutes autorisations nécessaires au bon déroulement du mandat, demandées par le MANDATAIRE ;
- L'autorise à entreprendre toute action, notamment toute publicité à la convenance et aux frais du MANDATAIRE, telle insertion dans la presse, panneau publipostage, prospections diverses,
- Autorise le MANDATAIRE à proposer, présenter et faire visiter le bien ci-dessus désignées à toute personne, en capacité d'acquérir, qu'il jugera utile,

ARTICLE VIII – CONDITIONS DE LA VENTE

Les frais, droits et taxes afférents à la vente (notamment droits d'enregistrement, taxe de publicité foncière, honoraires et frais de notaires) seront à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE IX - REMENURATION

En cas de réalisation de la vente avec un acquéreur présenté par le MANDATAIRE, la rémunération du MANDATAIRE, à la charge de l'acquéreur, sera exigible le jour de la signature de l'acte authentique.

La rémunération est fixée à :

- % H.T., soit ...% T.T.C sur le prix de vente net vendeur figurant à l'acte authentique (hors droits, taxes, frais ou commissions).

ARTICLE X – CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité des informations échangées à l'occasion de l'élaboration et/ou l'exécution du Contrat.

Chaque Partie reconnaît que la divulgation non autorisée des informations communiquées par l'autre Partie peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent chaque Partie s'engage à :

- Utiliser les informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- Ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces informations sauf dans les cas où une divulgation de celles-ci s'avère nécessaire à la réalisation de la vente;
- Prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'informations à un tiers est nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- Prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Cette clause de confidentialité s'étend à tous les membres du personnel auprès duquel toutes mesures nécessaires devront être prises pour respecter la présente obligation.

Cependant, certaines données pourront être transmises à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux autorités administratives et judiciaires.

ARTICLE XI - PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent mandat, les dispositions énoncées à l'article 4.3 du cahier des charges du marché s'appliquent.

ARTICLE XII - CONVENTIONS APPLICABLES

Les parties déclarent que le présent mandant fait partie intégrante d'un accord-cadre régi par le Code de la Commande Publique.

En cas de contradictions entre les différentes pièces de l'accord-cadre, les parties décident de se référer aux conditions prévues à l'article 3.4 du cahier des clauses particulières ci-joint.

ARTICLE XIII - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour les litiges pouvant survenir dans l'interprétation ou l'application des clauses du présent mandat, les parties s'engagent à tenter de régler leur différend à l'amiable avant tout recours à la juridiction compétente.

En cas d'échec, tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent mandat relèvera de la compétence du Tribunal compétent du lieu du siège social du MANDANT.

ARTICLE XIV - ELECTION DE DOMICILE

Les parties soussignées élisent respectivement domicile aux adresses reproduites en tête du présent mandat.

Pour le Mandant

Pour le mandataire

Fait à

Fait à

le

le.....

En deux originaux dont l'un a été remis au MANDANT qui le reconnaît.

LE MANDANT

"Lu et approuvé - Bon pour Mandat »

LE MANDATAIRE

"Lu et approuvé – Mandat accepté"